



Israël, les Etats-Unis et le droit international

Par [Jean Shaoul](#)

Mondialisation.ca, 29 octobre 2009

[WSWS](#) 29 octobre 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

En réaction à la sanction par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies du rapport Goldstone qui accuse Israël d'avoir commis des crimes de guerre durant son assaut sur Gaza en 2008-09, ce dernier a dénoncé l'ONU et tente de renverser le droit international en vigueur.

L'objectif explicite de Tel-Aviv est de fournir carte blanche aux Forces de défense israéliennes (IDF) pour qu'elles puissent faire ce que bon leur semble au nom de la « lutte contre le terrorisme ».

Le rapport du juge sud-africain Richard Goldstone dit que la guerre contre Gaza était « une attaque délibérément disproportionnée conçue pour punir, humilier et terroriser une population civile, pour réduire dramatiquement son pouvoir économique régional pour travailler et subvenir à ses besoins, ainsi que pour lui imposer un sentiment sans cesse croissant de dépendance et de vulnérabilité ».

Goldstone a affirmé que le Conseil de sécurité de l'ONU devrait transmettre l'affaire à la Cour pénale internationale si Israël ne procédait pas à une enquête indépendante sur la conduite de l'armée. Les pays signataires des Conventions de Genève de 1949 avaient le devoir d'user de leurs pouvoirs de « compétence universelle » afin de chercher et de poursuivre les responsables de crimes de guerre, a-t-il ajouté.

Le président Shimon Pérès et le premier ministre Benyamin Netanyahu se sont immédiatement opposés au vote du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, ont qualifié le rapport de biaisé et ont refusé de se conformer à ses recommandations. Ehoud Barak, ministre de la Défense et architecte de l'attaque sur Gaza, a refusé même de permettre une discussion au sein du cabinet sur la tenue d'une enquête. Le gouvernement voulait donner à l'armée israélienne « un plein appui pour permettre toute liberté d'action », a-t-il dit.

Netanyahu a insisté qu'aucun officiel israélien n'allait être jugé pour crimes de guerre et a promis qu'un veto (c'est-à-dire celui de Washington) allait rejeter la résolution au Conseil de sécurité. Il a donné l'ordre à son gouvernement de préparer une « campagne mondiale » de lobbying pour modifier les lois internationales de guerre « dans l'intérêt de quiconque luttant contre le terrorisme » et dans le but de s'assurer que les pays abandonnent ou modèrent leurs lois de compétence universelle.

Israël bénéficie du soutien inconditionnel de l'administration Obama, qui a qualifié le rapport Goldstone d'inégal tout en faisant du lobbying pour s'assurer qu'il soit rejeté. Depuis que le rapport a été sanctionné, Washington a réitéré à maintes reprises son appui à Israël et a

publiquement critiqué l'ONU.

Cela a atteint un point culminant la semaine dernière, lorsque le président Barack Obama a envoyé à Pères une vidéo de salutation flatteuse pour la conférence présidentielle de 2009 à Jérusalem, à laquelle avait assisté en son nom Susan Rice, l'ambassadrice américaine aux Nations unies.

Prenant la parole lors d'une conférence, Rice a montré clairement l'attitude de Washington vis-à-vis l'ONU, une institution qu'elle a décrite comme étant « manifestement imparfaite ». Elle a rendu clair que l'autorité de l'ONU doit être invoquée seulement lorsqu'elle s'accorde avec les intérêts américains et qu'elle doit être écartée lorsqu'elle ne correspond pas à ces mêmes intérêts.

« Rien ne peut remplacer la légitimité que l'ONU peut transmettre ou la tribune qu'elle peut offrir pour mobiliser les coalitions les plus larges possibles pour s'attaquer aux défis mondiaux, de la non prolifération nucléaire à la santé mondiale », a-t-elle dit.

« Mais les Nations unies sont une institution composée de nations », a-t-elle poursuivi. « Elle s'élève ou s'écroule selon la volonté de ses membres. Et les Nations unies doivent faire plus, beaucoup plus, pour vivre à la hauteur des braves idéaux de sa fondation — et ses états membres doivent, une fois pour toutes, remplacer le venin anti-Israël par une reconnaissance de la légitimité d'Israël et de son droit d'exister en paix et en sécurité. »

Pour Obama, comme pour le président Bush avant lui, les Nations unies sont un outil utile lorsqu'elles soutiennent et légitiment les intérêts géopolitiques de Washington. Elles le sont également lorsque les résolutions onusiennes fournissent un prétexte pour le lancement d'une guerre illégale d'agression contre l'Irak.

Cependant, lorsqu'une instance de l'ONU tente de rappeler Israël à l'ordre, son action est dénoncée par Rice comme étant « fondamentalement inacceptable ». Cela contraste profondément avec l'attitude de Washington envers l'Iran.

À l'instant même, les Etats-Unis tentent d'invoquer l'autorité des Nations unies, à travers l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et du Conseil de sécurité, pour menacer l'Iran et aller de l'avant avec ses projets pour la domination stratégique des régions riches en énergie du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

Lorsqu'il est question de Téhéran, qui n'est pas accusé de crimes de guerre, mais tente de développer un programme nucléaire comme le permet le Traité de non-prolifération nucléaire (un programme pour lequel, selon l'AIEA, on n'a pas de preuve nette qu'il vise à acquérir l'arme nucléaire), Obama a affirmé sans équivoque « Le gouvernement iranien doit maintenant faire la preuve par ses agissements qu'il a des intentions pacifiques ou alors il devra se soumettre aux normes internationales et à la loi internationale. »

La politique de Washington, comme celle de Londres, de Berlin ou de Paris, est entièrement déterminée par ses ambitions impérialistes de contrôler les ressources et les marchés mondiaux. L'ONU n'étant en réalité rien d'autre qu'une couverture pratique ou un endroit où marchander pour la satisfaction de ces ambitions. Le régime actuel en Iran est vu comme un obstacle à ces visées.

Israël a longtemps été le gardien des intérêts des Etats-Unis dans la région et, aujourd'hui, il offre une voie probable d'attaque militaire sur Téhéran et ces installations nucléaires, si

Washington en décidait ainsi.

Tout en cherchant à défendre un allié stratégique, les Etats-Unis et l'Europe sont déterminés à éviter la création d'un précédent dangereux pour eux qui pourraient mener à des poursuites pour leurs propres crimes de guerre en Irak, en Afghanistan et au Pakistan.

Netanyahou sait tout cela. Il a averti les grandes puissances dans sa réponse au rapport Goldstone : « Il ne s'agit pas d'un problème seulement pour nous. S'ils accusent des officiers de l'IDF, des commandants de l'IDF, des soldats de l'IDF, des pilotes de l'IDF et même des dirigeants, ils vont vous accuser vous aussi. Quoi, l'OTAN ne combat-il pas en plusieurs endroits ? Quoi, la Russie ne combat-elle pas en plusieurs endroits ? »

Une telle connivence politique explique pourquoi les Etats-Unis laisse Israël défier aussi ouvertement l'ONU, alors que l'Iran est proclamé l'ennemi du monde. C'est ce qui explique qu'Obama déclare que les Etats-Unis et Israël sont des « démocraties » qui « peuvent modeler leurs propres destinées », alors même que Netanyahou cherche à légitimer des crimes de guerre et qu'au contraire l'Iran est l'objet de sanctions et de menaces.

Et c'est pourquoi le premier ministre britannique Gordon Brown et le président français Nicolas Sarkozy ont écrit à Netanyahou pour déclarer qu'ils reconnaissent à Israël « le droit à l'auto-défense » après l'adoption du rapport Goldstone alors que Brown demande que l'on trace « les limites à ne pas dépasser » sur la question des « violations des engagements internationaux » de l'Iran.

Article original en anglais, WSWS, paru le 28 octobre 2009.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Jean Shaoul](#), [WSWS](#), 2009

Articles Par : [Jean Shaoul](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca